

RÉDUCTION DES RISQUES


UNE APPROCHE DE SANTÉ PUBLIQUE
FONDÉE SUR LES DROITS HUMAINS



MÉDECINS DU MONDE

RÉDUCTION DES RISQUES

- 05 LE MOT DU PRÉSIDENT
- 07 POURQUOI AGIR ?
- 09 DE QUOI PARLE-T-ON ?
- 11 PRINCIPES D'INTERVENTION
- 15 QUELS COMBATS ?
- 19 FOCUS PROJETS
- 21 BIRMANIE
- 22 AFRIQUE DE L'EST
- 24 RUSSIE
- 25 CÔTE D'IVOIRE
- 27 GÉORGIE
- 28 FRANCE

A woman with long dark hair, wearing a red short-sleeved top and a dark skirt, is seen from behind, looking out from a doorway. The scene is bathed in warm, golden light from the setting or rising sun. In the background, there is a blue corrugated metal structure, possibly a building or a fence, and laundry hanging on a line. The overall atmosphere is contemplative and serene.

« LA RÉDUCTION DES RISQUES REPOSE SUR
LE NON-JUGEMENT DE L'AUTRE ET L'ACCEPTATION
DES DIFFÉRENTES PRATIQUES ET MODES DE VIE. »

POUR UNE RÉPONSE MÉDICO-SOCIALE, PRAGMATIQUE ET SANS JUGEMENT

L'accès à la santé est un droit humain à vocation universelle. Pourtant, la désapprobation morale et la condamnation pénale de certaines pratiques – comme l'usage de drogues, le travail du sexe – de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre, réduisent l'exercice de ce droit pour les personnes qui ne veulent pas ou ne peuvent pas s'en défaire.

Pire, la stigmatisation et l'exclusion sociale multiplient ces risques. Elles favorisent la transmission de maladies comme le VIH/sida et d'autres problèmes de santé, mais aussi les violences, la marginalité sociale et la précarité.

Association médicale de solidarité internationale, Médecins du Monde s'engage depuis près de 40 ans avec et auprès de ces personnes en suivant une approche pragmatique : plutôt que de (re)nier leurs pratiques et identités, nous construisons avec elles des solutions adaptées à leurs besoins pour améliorer leur santé. Cela induit des interventions de prévention, des traitements et des soins, un accompagnement psychosocial et des actions favorisant l'autonomie socio-économique. Cette approche est appelée réduction des risques, elle ne se limite pas aux risques médicaux mais prend également en compte les risques sociaux et légaux qui impactent la capacité d'exercer le droit à la santé.

La réduction des risques est aujourd'hui largement reconnue, notamment par l'Organisation mondiale de la santé, comme une intervention de santé publique. Elle est identifiée comme une composante essentielle de la lutte contre le sida et les hépatites virales. Pourtant, encore trop peu de personnes ont accès aux services de réduction des risques dans le monde. On constate même ces dernières années un retour en arrière se traduisant par un regain des politiques conservatrices qui refusent tout ou partie des interventions de réduction des risques et durcissent la criminalisation des pratiques et identités.

Au travers de ses programmes, Médecins du Monde entend démontrer l'efficacité des interventions de réduction des risques et renforcer les capacités des acteurs locaux dans la promotion de cette approche et sa mise en œuvre. Nous lançons un appel à la communauté internationale pour promouvoir et financer l'accès universel à des services de réduction des risques de qualité.

Dr Philippe de Botton
Président de Médecins du Monde France



CHIFFRES CLÉS

◇ **ENTRE 40 % ET 50 %** de toutes les nouvelles infections au VIH chez les adultes à travers le monde concernent les populations clés et leurs partenaires. (Organisation mondiale de la santé, 2016)

◇ **13 millions de personnes** s'injectent des drogues dans le monde, 13 % d'entre elles vivent avec le VIH et 67 % avec le virus de l'hépatite C (VHC). (OMS)

◇ **60 % des pays** déclarent avoir des lois ou politiques qui entravent la prestation efficace des services VIH aux populations clés et groupes vulnérables. (OMS, 2016)

◇ **La participation des personnes concernées** dans les programmes de réduction des risques joue un rôle essentiel dans la lutte contre le VIH. (OMS, 2016)

◇ **Décriminaliser le travail sexuel** pourrait réduire les nouvelles infections au VIH chez les travailleur.se.s du sexe de 46 % EN 10 ANS. (OMS)

POURQUOI AGIR ?

Certains groupes de personnes – comme les consommateurs.trices de drogues, les travailleur.se.s du sexe, les homosexuel.le.s marginalisé.e.s, les personnes transgenres et les personnes détenues – sont plus exposés au risque d'infections par des virus tels que le VIH/sida et les hépatites B et C, aux infections sexuellement transmissibles ou à la tuberculose.

Ces personnes sont également plus vulnérables, principalement parce que leur statut social et légal ainsi que la stigmatisation et la marginalisation auxquelles elles font face les éloignent des services de prévention et de prise en charge. Ainsi, dans certains contextes, l'incidence du VIH parmi ces populations clés continue d'augmenter alors même qu'une stabilisation, voire une diminution du nombre d'infections est observée parmi la population générale¹.

Acteur pionnier de la réduction des risques en France depuis le milieu des années 1980, Médecins du Monde n'a eu de cesse de développer des services adaptés aux besoins spécifiques de ces personnes. De son premier programme d'échange de seringues stériles, mené dans l'illégalité à Paris (1989), à la mise en place d'unités mobiles pour améliorer l'accès des travailleur.se.s du sexe aux structures de prévention et de soins (2000), en passant par l'éducation aux risques liés à l'injection et la structuration d'un réseau national d'analyse de drogues (2009), Médecins du Monde innove et réinterroge continuellement ses pratiques pour améliorer l'accès aux soins.

Médecins du Monde est également devenu un acteur clé de la réduction des risques à l'international, mettant à profit son expertise pour contribuer à l'introduction des thérapies de substitution (Afghanistan, 2010), à la création du premier programme de réduction des risques en Afrique subsaharienne (Tanzanie, 2012), et à la mise en place de modèles pilotes pour la prise en charge de l'hépatite C chez les usager.ère.s de drogues (Géorgie, 2016).

Au-delà du soin, Médecins du Monde dénonce les atteintes aux droits humains et se bat aux côtés de ces populations pour améliorer leurs situations.

1. HIV prevention, diagnosis, treatment and care for key populations, WHO, 2014

L'ACCUEIL INCONDITIONNEL

L'accueil inconditionnel (on parle aussi d'accueil au seuil adapté) signifie que très peu de critères sont exigés des personnes pour accéder aux services. Ce principe rend le programme accessible aux plus vulnérables. Non seulement les équipes vont à la rencontre des personnes, mais elles tiennent surtout compte de leurs situations (environnement, capacités du moment, ressources à disposition, etc.).



DE QUOI PARLE-T-ON ?

Les programmes de réduction des risques visent à protéger et améliorer la santé des personnes usagères de drogues, des travailleur.se.s du sexe, des personnes issues des minorités sexuelles et de genre, des personnes détenues. Ils ont également pour objectif de faire tomber les barrières légales, normatives et sociales qui marginalisent, violentent ces populations et les écartent du soin et des services de santé.

Cette approche, fondée sur la santé publique et les droits humains, place au cœur de son éthique d'intervention le postulat que les personnes concernées ne veulent pas ou ne peuvent pas toujours modifier leur mode de vie et qu'aucune condition préalable ne doit être posée à l'exercice de leur citoyenneté ou à leur accès à la santé et aux droits.

Les considérer comme des délinquant.e.s, des malades ou des victimes ne conduit qu'à paralyser toute pensée novatrice apte à respecter leur existence, leur humanité et leur droit à être des citoyen.ne.s à part entière.

UNE RÉPONSE DE SANTÉ PUBLIQUE

La réduction des risques est une réponse pragmatique aux enjeux médico-sociaux auxquels les populations clés sont confrontées.

Malgré de fortes oppositions morales dans certains contextes, la réduction des risques, d'abord illégale, s'est imposée comme une réponse de santé

publique efficace. Aujourd'hui cette approche est reconnue par la communauté internationale et recommandée comme la méthode la plus efficace pour lutter contre les maladies transmissibles parmi les personnes usagères de drogues, les travailleur.se.s du sexe, les homosexuel.e.s et les personnes transgenres. La réduction des risques s'avère également avantageux en termes de coût².

UNE APPROCHE FONDÉE SUR LES DROITS HUMAINS

La réduction des risques ne se limite pas à réduire l'exposition aux virus tels que le VIH, les hépatites B et C, les infections sexuellement transmissibles ou à la tuberculose. Elle s'envisage d'une manière globale, en termes de répercussions sanitaires, sociales et économiques, aussi bien à un niveau individuel que dans l'ensemble de la société.

En effet, cette approche défend une posture de non-jugement et de respect pour l'identité et le choix de chaque personne. Elle repose sur le principe qu'aucune condition préalable ne doit être posée à l'accès à la santé et aux droits. Ce non-jugement de l'autre est fondamental pour établir un lien avec les populations clés, souvent fortement stigmatisées et criminalisées. C'est pourquoi les programmes de réduction des risques de Médecins du Monde intègrent le principe d'accueil inconditionnel qui permet d'entrer en contact avec ces personnes.

2. Une étude (Cook et al, 2016) menée dans 8 pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale a démontré qu'investir dans des programmes d'échanges de seringues revenait à économiser entre 1.6 et 2.7 fois ce qui était investi en premier lieu (via la réduction du nombre de nouvelles infections notamment).

FIGHT
HIV & HCV
NOT
PEOPLE
USING
DRUGS



PRINCIPES D'INTERVENTION

Avec pour ambition de changer durablement l'accès effectif à la santé et aux droits des personnes, les principes qui guident l'ensemble des programmes de Médecins du Monde, et précisément ceux de réduction des risques, sont de :

- soigner
- témoigner et plaider
- accompagner les communautés dans leur volonté de changement social

ALLER VERS LES PERSONNES ET CONSTRUIRE À PARTIR DE LEURS SITUATIONS

La répression et la stigmatisation amènent les personnes à se cacher. Il est ainsi difficile de rentrer en contact avec elles. La démarche d'*outreach* consiste à aller vers les personnes là où elles se trouvent, dans une posture de non-jugement, pour créer un contact. Cette démarche repose sur

l'acceptation et le respect des choix et modes de vie des personnes rencontrées, mais également sur la reconnaissance de leur expertise sur leur propre situation. Elle consiste à co-construire avec chacun une intervention « à partir » de ce qu'il est et de là où il en est. Ce sont ces conditions qui permettent d'établir un lien avec les personnes les plus éloignées des dispositifs, du soin, de la citoyenneté.

UNE PRISE EN CHARGE GLOBALE ET PLURIDISCIPLINAIRE

Médecins du monde défend l'idée que la réduction des risques repose sur une palette d'interventions qui se complètent. Tous nos programmes partagent un socle commun d'axes d'intervention préconisés par les Nations unies. Médecins du Monde contribue à élargir ce cadre et intègre des composantes médico-psychosociales pour un accès effectif de tou.te.s à la santé et aux droits.

UNE DÉMARCHE COMMUNAUTAIRE

Les programmes de réduction des risques de Médecins du Monde requièrent la participation active des personnes concernées, aussi bien dans la définition de leurs besoins que dans la mise en œuvre des programmes et dans la construction du plaidoyer, qui s'appuient sur les compétences issues de l'expérience et du vécu.

Médecins du Monde soutient les initiatives de mobilisation communautaire telles que les groupes d'auto-support et œuvre au renforcement des capacités des réseaux communautaires. Ces initiatives ont pour but de renforcer la société civile,

encourager la parole de ces personnes trop souvent réduites au silence et ainsi générer une réelle participation constructive des personnes concernées.

EMPOWERMENT

En lien avec cette démarche communautaire, Médecins du Monde soutient le renforcement du « pouvoir d'agir » individuel (l'*empowerment*). Autrement dit, l'association soutient les efforts de la personne pour amplifier ou retrouver sa capacité d'agir de manière autonome, de développer son estime d'elle-même et ses compétences psychosociales favorisant son contrôle sur sa santé.

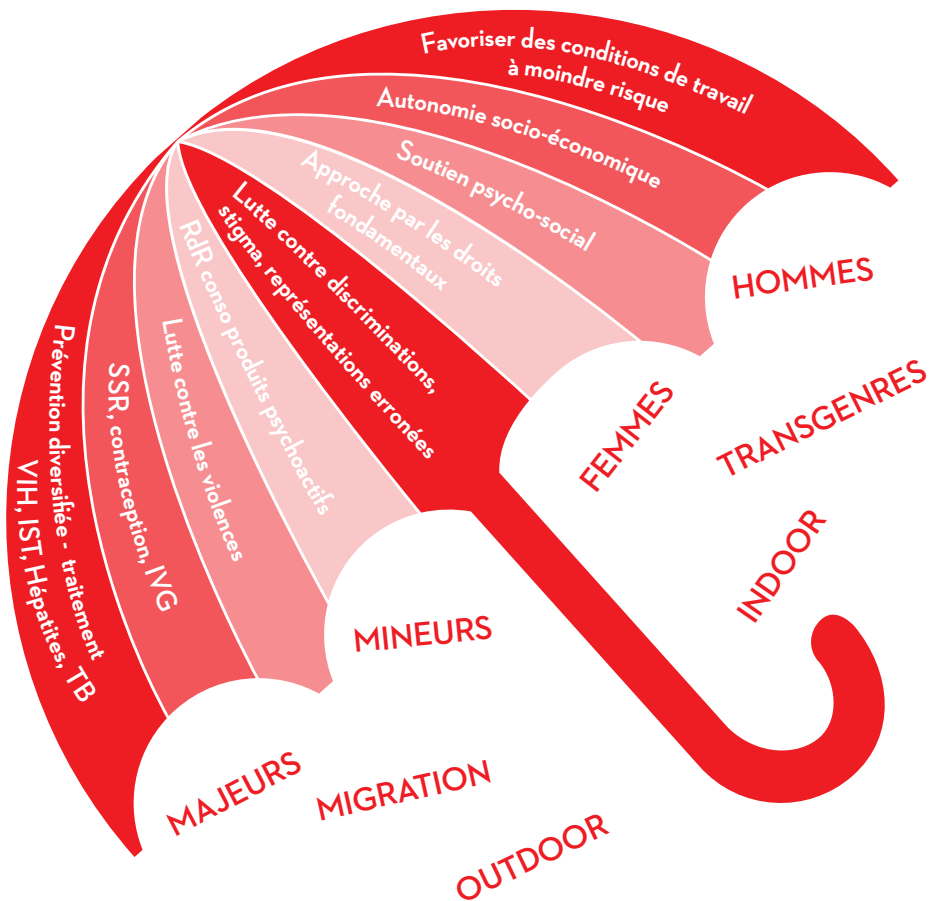
CADRE D'INTERVENTION DES PROGRAMMES DE RÉDUCTION DES RISQUES LIÉS À L'USAGE DE DROGUES

HARM REDUCTION IS COLORFUL

INFORMATION, ÉDUCATION & COMMUNICATION CIBLÉES	DÉPISTAGE ET CONSEILS VIH/SIDA & HÉPATITES VIRALES	PROGRAMMES D'ÉCHANGE DE SERINGUES & DISTRIBUTION DE PRÉSERVATIFS
PRÉVENTION, DIAGNOSTIC & TRAITEMENT DES INFECTIONS SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES	PRÉVENTION, DIAGNOSTIC & TRAITEMENT DES HÉPATITES VIRALES	PRÉVENTION, DIAGNOSTIC & TRAITEMENT DE LA TUBERCULOSE
TRAITEMENTS ARV & PRISE EN CHARGE DU VIH/SIDA	THÉRAPIE DE SUBSTITUTION AUX OPIACÉS	PROMOTION DES DROITS HUMAINS, LUTTE CONTRE LA CRIMINALISATION ET PRÉVENTION DES VIOLENCES
INTERVENTIONS EN SANTÉ MENTALE	RÉINTÉGRATION SOCIO-ÉCONOMIQUE	PRÉVENTION & GESTION DES OVERDOSES

CADRE D'INTERVENTION DES PROGRAMMES DE RÉDUCTION DES RISQUES LIÉS AU TRAVAIL DU SEXE

EMPOWERMENT, DÉMARCHE COMMUNAUTAIRE, PARTENAIRES





၂၀၁၈ ခုနှစ်

တနင်္ဂနွေ	တနင်္လာ	တီတိ	ဧည့်	အင်္ဂါ	အင်္ဂါ	တနင်္လာ
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

၂၀၁၉ ခုနှစ်

တနင်္ဂနွေ	တနင်္လာ	တီတိ	ဧည့်	အင်္ဂါ	အင်္ဂါ	တနင်္လာ
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30					

QUELS COMBATS ?

PROMOUVOIR LA MISE EN ŒUVRE DE SERVICES HOLISTIQUES DANS UNE DÉMARCHE COMMUNAUTAIRE

Souvent méconnue, mal comprise et parfois même explicitement rejetée sur la base de croyances morales, la réduction des risques reste globalement très peu adoptée. Les couvertures nationales et régionales de services de réduction des risques, tels que des programmes de distribution de seringues et de préservatifs et de traitement de substitution aux opiacés, varient substantiellement d'un pays à l'autre et sont le plus souvent en-dessous des indicateurs recommandés par l'Organisation mondiale de la santé.

Médecins du Monde promeut la généralisation d'une politique de réduction des risques communautaire, pragmatique, fondée sur les droits humains et le non-jugement, répondant à l'ensemble des besoins des personnes. Cela implique notamment de dépasser les cadres de référence des agences internationales, parfois très axés sur la prévention du VIH et des maladies transmissibles, pour

démontrer la nécessité d'un engagement accru, aux niveaux national, régional et international, pour financer les services de réduction des risques et les initiatives communautaires.

RÉFORMER LES POLITIQUES QUI CRIMINALISENT ET SANCTIONNENT LES PRATIQUES ET MODES DE VIE

Les lois, réglementations et politiques qui criminalisent, répriment, sanctionnent l'usage de drogues, le travail du sexe, les relations homosexuelles et la transition de genre sont autant de barrières à l'accès aux services de réduction des risques qui aggravent la vulnérabilité des personnes. Même lorsque ces services existent, la peur d'être arrêté et sanctionné écarte de fait les personnes des services adaptés.

Témoin de ces violations des droits humains, Médecins du Monde milite pour la réforme des lois prohibitives, au profit d'approches fondées sur la santé publique et les droits humains. En juin 2017, l'Organisation mondiale de la santé et d'autres

agences des Nations unies ont publié un positionnement commun recommandant l'abrogation des lois et politiques punitives ayant un impact négatif sur la santé³.

AMÉLIORER L'ACCÈS À LA PRÉVENTION, AU DÉPISTAGE ET AU TRAITEMENT DE L'HÉPATITE C

On estime à 71 millions le nombre de personnes vivant avec le virus de l'hépatite C dans le monde. Les usagers de drogues par voie intraveineuse sont particulièrement vulnérables à ce virus, véritable fléau parmi ces populations avec un quart des nouvelles infections dues au partage de matériel d'injection non stérile. L'accès à la prévention, au dépistage et à des traitements abordables contre le virus de l'hépatite C est aujourd'hui un impératif.

Pourtant, malgré l'existence de diagnostics et de traitements efficaces disponibles en version générique à bas prix, la prise en charge de l'hépatite C reste inaccessible dans la plupart des pays à revenus faibles et intermédiaires. Médecins

du Monde plaide pour l'amélioration de l'accès à des services de prévention et de traitements du VHC et un accès non discriminatoire pour les usagers de drogues.

LUTTER CONTRE LA STIGMATISATION ET TOUTES FORMES DE VIOLENCES

Médecins du Monde dénonce toutes formes de violences motivées par les pratiques ou l'identité des personnes et affirme la nécessité de prendre en charge les conséquences de ces violences, tout en luttant contre les causes et en militant pour l'accès à la justice et aux droits.

Car si ces violences peuvent être liées à l'exercice du travail du sexe, à l'orientation sexuelle, la consommation de drogues ou un autre mode de vie, elles peuvent aussi être induites par les systèmes juridiques répressifs qui légitiment le harcèlement des forces de l'ordre et forcent les personnes à se cacher. Pour les victimes de violences, ces systèmes limitent fortement la possibilité de recourir aux forces de l'ordre et à la justice et favorisent la stigmatisation.

3. Joint United Nations statement on ending discrimination in health care settings, Joint WHO/UN statement, 27 Juin 2017







FOCUS PROJETS





EN 2017

- ◇ Plus de 8 500 usager.ère.s de drogues touchés par nos activités
- ◇ 3 millions de seringues neuves distribuées
- ◇ Plus de 2 000 bénéficiaires de programmes de substitution
- ◇ Près de 2 000 personnes traitées pour le VIH
- ◇ Plus de 150 usager.ère.s, professionnels de santé et membres de la société civile formés

BIRMANIE

DÉVELOPPER LES OUTILS DE RÉDUCTION DES RISQUES DANS L'ÉTAT DU KACHIN ET À YANGON

La Birmanie est le second producteur d'opium au monde. Dans l'État du Kachin, au nord du pays, l'usage de drogue est très répandu et les pratiques à risques qui y sont associées représentent un réel problème de santé publique. Ainsi, alors que la prévalence du VIH est estimée à 0,6 % de la population générale dans le pays, cette prévalence monte à plus de 28,5 % chez les personnes usagères de drogue. Depuis plus de 20 ans, Médecins du Monde appuie et soutient les autorités du pays dans la lutte contre cette épidémie au travers de programmes de réduction des risques.

Au Kachin, les personnes usagères de drogues font face à un rejet par la population locale et sont exposées à d'importantes violences de la part de milices anti-droque. S'appuyant sur une étude des perceptions de l'usage de drogues au niveau local, Médecins du Monde a développé une réponse incluant les usager.ère.s, la société civile et les autorités locales pour défendre le droit d'accès à

la santé. Les activités vont de la distribution de seringues neuves à l'accès à des traitements de substitution en passant par la prise en charge des personnes infectées par le VIH. Ce programme a notamment permis la réouverture en 2018 d'un centre de prise en charge, fermé un an plus tôt sous la pression d'une partie de la population locale.

Dans la ville de Yangon, Médecins du Monde met également en œuvre des activités en faveur des travailleur.se.s du sexe et des hommes ayant des relations sexuelles avec les hommes. Médecins du Monde améliore leur santé en s'attaquant aux barrières sociales, légales, normatives et d'accès à la santé grâce à la mise en œuvre d'un réseau de réduction des risques basé sur les droits et la communauté. Grâce à un réseau de collaborateurs pairs issus des communautés et au large éventail de services médicaux, de prévention et de soutien, Médecins du Monde accompagne chaque année plusieurs milliers de personnes.

AFRIQUE DE L'EST

DÉVELOPPER LA RÉDUCTION DES RISQUES POUR LES USAGERS DE DROGUES AU KENYA ET EN TANZANIE

Malgré l'importante augmentation du nombre d'usager.ère.s de drogues en Afrique de l'Est depuis les années 2000 et le développement de l'usage par injection, aucun programme n'existait avant 2010 pour répondre aux besoins sanitaires des personnes usagères de drogues.

Face aux problèmes urgents de santé publique, notamment des infections aux hépatites virales et VIH toujours plus nombreuses parmi les usager.ère.s de drogues, Médecins du Monde a ouvert en 2010 le premier programme de distribution de seringues en Afrique subsaharienne, à Dar es-Salaam, en Tanzanie. Un second programme de réduction des risques a ouvert en 2013 au Kenya. Ce projet permet notamment de traiter les usager.ère.s de drogues infectés par l'hépatite C et d'appuyer le ministère de la Santé dans le développement de politiques nationales pour la prise en charge de cette épidémie.

À partir de projets pilotes, Médecins du Monde a fait la démonstration de l'efficacité et de l'adaptabilité de modèles de services de réduction des risques dans le contexte est-africain, et milite aujourd'hui pour leur mise à l'échelle en accompagnant les politiques et acteurs régionaux. Nous avons ainsi créé en Tanzanie un centre de formation dédié à la réduction des risques, pour renforcer les compétences des différents acteurs et disséminer l'approche de réduction des risques à l'échelle nationale et régionale. Nos équipes s'impliquent également dans le changement des politiques régionales, en participant notamment à la conception des premières lignes directrices de la Communauté est-africaine sur la réduction des risques liés à l'usage de drogues.



RUSSIE

PRÉVENTION DU VIH, DES INFECTIONS SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES ET DES VIOLENCES AUPRÈS DES TRAVAILLEUR.EUSE.S DU SEXE À MOSCOU

La Russie est l'un des rares pays où l'épidémie du VIH progresse : on estime à plus de 1 million le nombre de personnes vivant avec le VIH dans le pays, avec une augmentation annuelle de 10 %⁴.

Les travailleur.euse.s du sexe y sont l'une des populations les plus exposées au risque du VIH, des infections sexuellement transmissibles et aux violences. Bien que reconnu depuis 2016 comme groupe à risque dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre le VIH, la réponse demeure largement insuffisante. Le travail du sexe reste interdit et les personnes doivent se cacher, s'éloigner des centres villes, ce qui augmente leur vulnérabilité et les difficultés d'accès aux services de santé.

Fort de son expérience avec et auprès des travailleur.euse.s du sexe en France et à l'international, Médecins du Monde a développé à Moscou un programme de réduction des risques en partenariat

avec deux associations communautaires russes, Shagui et Silver Rose. Nous proposons une offre de prévention adaptée aux besoins des travailleur.euse.s du sexe : activités en *outreach* (sur les lieux de vie et de travail des personnes) pour atteindre les plus vulnérables, construction d'un réseau de référencement médical et juridique de confiance, organisation d'ateliers sur la santé sexuelle et reproductive, la lutte contre les violences et l'éducation aux droits.

Le programme vise également à accompagner la structuration communautaire afin que les travailleur.euse.s du sexe soient associés à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de santé qui les concernent. Une étude biomédicale sur la prévalence du VIH et les facteurs de risque est réalisée en 2018 pour alimenter le travail de plaidoyer.

4. Yuri A Amirkhanian, "Russia's response to the HIV/AIDS epidemic", *The Lancet*, Volume 16, No. 10, p 1121, Octobre 2016. Voir aussi Clark, Fiona. "Gaps Remain in Russia's Response to HIV/AIDS." *The Lancet*, Volume 388, no. 10047 (2016) p. 857.

CÔTE D'IVOIRE

METTRE EN ŒUVRE DES SERVICES HOLISTIQUES, ANCRÉS DANS UNE DÉMARCHE COMMUNAUTAIRE À ABIDJAN

En Côte d'Ivoire, à Abidjan, la consommation de drogues par voie injectable est relativement peu répandue. Les études menées par Médecins du Monde dans cette ville montrent que la quasi-totalité des usager.ère.s de drogues consomment de l'héroïne et de la cocaïne par voie inhalée, avec une prévalence importante de maladies infectieuses telles que le VIH (5,4 %), la tuberculose (9,8 %) et les hépatites virales B et C (11 % et 2,8 %)⁵.

Depuis 2015, Médecins du Monde et ses partenaires locaux mettent en œuvre le premier programme de réduction des risques auprès des usager.ère.s de drogues d'Abidjan, quel que soit leur mode de consommation. Au travers de ce programme, l'association souhaite élargir le cadre de référence de la réduction des risques liés aux

drogues, que les agences et bailleurs internationaux tendent à focaliser sur la transmission du VIH lors de l'injection.

À travers des activités mobiles de soin et de dépistage près des lieux de consommation à Abidjan, Médecins du Monde intervient avec et au plus près des personnes concernées. Ce programme repose sur une forte approche communautaire qui favorise une meilleure observance des traitements par les usager.ère.s, des interventions adaptées aux besoins réels, et un renforcement des capacités d'agir en favorisant l'émergence d'associations communautaires. Grâce aux efforts de plaidoyer menés, l'offre de services disponibles a été complétée par l'introduction, pour la première fois dans le pays, de thérapies de substitution.

5. Santé des personnes usagères de drogue à Abidjan en Côte d'Ivoire : prévalence et pratiques à risque d'infection par le VIH, les hépatites virales, et autres infections, Etude Médecins du Monde, 2014 ; Deuxième étude (2017) en cours de publication.



GÉORGIE

TRAITER L'HÉPATITE C CHEZ LES USAGER.ÈRE.S DE DROGUES PAR INJECTION GRÂCE À L'ACCOMPAGNEMENT PAR LES PAIRS

En Géorgie, où un adulte sur cinquante est concerné par la consommation de drogues par injection⁶, Médecins du Monde développe depuis 2011 un programme de réduction des risques auprès de ces personnes usagères de drogues, en partenariat avec New Vector, la première association d'usager.ère.s de drogues du Caucase.

La Géorgie a également une des plus fortes prévalences d'hépatite C au monde. En 2014, Médecins du Monde a estimé que 70 % des usagers injecteurs de Géorgie ont une infection chronique à l'hépatite C⁷. En 2015, le gouvernement géorgien a lancé un plan national pour éliminer l'hépatite C, mais de nombreuses barrières restreignent l'accès au traitement pour les usager.ère.s de drogues, dans un contexte législatif très répressif.

Médecins du Monde et New Vector ont développé un modèle de prise en charge adapté aux besoins spécifiques des usager.ère.s de drogues, reposant sur un accompagnement par des pairs éducateurs eux-mêmes usager.ère.s. Ce programme a permis des taux de guérison très élevés, tout en renforçant la prévention des réinfections. Depuis, Médecins du Monde dissémine ce modèle innovant aux niveaux national et international, permettant sa répliation en Géorgie et dans d'autres pays.

Nous aidons également les personnes usagères de drogues à mener des actions de plaidoyer pour faire reconnaître la réduction des risques dans la politique de santé géorgienne, et faire évoluer le contexte social très stigmatisant. Cet appui se fait notamment à travers GenPUD, le réseau national d'usagers de drogues.

6. Alavidze, S., Duchidze, N., Kirtadze, I., Otiashvili, D., Razmadze, M., Sturua, L., et al. (2016). 2015. In J. Javakhishvili (Ed.), The drug situation in Georgia, annual report 2015, [Tbilisi].

7. Bouscaillou, J., Champagnat, J., Luhmann, N., Avril, E., Inaridze, I., Miollany, V., et al. (2014). Hepatitis C among people who inject drugs in Tbilisi, Georgia: An urgent need for prevention and treatment. *International Journal of Drug Policy*, 25(5), 871–878.

FRANCE

INNOVER, DÉMONTRER ET TRANSFÉRER VERS LE DROIT COMMUN FRANÇAIS

En France, Médecins du Monde est un acteur historique de la réduction des risques. Dès 1989, l'association a su développer des interventions de proximité avec la création du premier kit d'injection et d'une clinique mobile délivrant des thérapies de substitution pour les personnes dépendantes aux opiacés. Ces programmes ont nourri un plaidoyer qui a permis de faire reconnaître la réduction des risques comme politique de santé publique en France. Désormais légales, ces interventions ont été progressivement transférées à d'autres associations, financées par les pouvoirs publics. De même, les interventions avec les travailleurs du sexe peuvent désormais se déployer sans que Médecins de Monde en soit l'opérateur direct.

Le combat de Médecins du Monde pour défendre et développer la réduction des risques se poursuit à travers le développement d'interventions innovantes comme le programme d'éducation aux

risques liés à l'injection (ERLI) et le dispositif national d'analyse de drogues nommé XBT. Ce dernier, développé depuis mai 2000 au niveau national, a pour but d'améliorer les connaissances sur la composition des drogues en proposant aux personnes qui consomment des drogues un service d'analyse des produits qu'ils ont ou souhaitent consommer.

De même, l'association poursuit des actions avec les travailleurs du sexe, intégrant la promotion de la santé, la lutte contre les violences et un travail de plaidoyer pour faire évoluer le cadre légal sur le travail du sexe. L'association a notamment initié en 2017 une étude approfondie documentant l'impact sanitaire néfaste de la nouvelle loi pénalisant les clients du travail du sexe, afin d'alimenter le plaidoyer pour faire changer cette loi.



DEPUIS PLUS DE 30 ANS, SOIGNER LES PLUS VULNÉRABLES

Médecins du Monde est une association indépendante de militants actifs, en France et à l'international, qui soignent, témoignent et accompagnent le changement social.

À partir de programmes médicaux innovants et grâce à un travail de plaidoyer, nous mettons les personnes exclues et leurs communautés en capacité d'accéder à la santé, tout en nous battant pour un accès universel aux soins.

Médecins du Monde milite pour un monde où tous les obstacles à la santé auront été abolis, un monde où la santé sera reconnue comme un droit fondamental.

Pour financer ses actions, Médecins du Monde s'appuie sur la générosité du public. Plus de 50 % du budget est issu de dons privés.

Photos : couverture, p. 4, 8, 14, 18, 20 © Sébastien Duijndam, p. 6 © William Daniels, p. 10, 26 © Olivier Papegnies, p. 17, 23 © Quentin Top, p. 29 © Maxime Couturier

Juillet 2018

MÉDECINS DU MONDE

62 rue Marcadet

75018 Paris

Tél. 01 44 92 15 15

medecinsdumonde.org



SOIGNE
AUSSI
L'INJUSTICE